



Arrêt

**n° 84 308 du 6 juillet 2012
dans l'affaire X / I**

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 3 avril 2012 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 29 février 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 11 juin 2012 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 22 juin 2012.

Vu l'ordonnance du 27 juin 2012 convoquant les parties à l'audience du 6 juillet 2012.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président f.f.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me S. BUYSSE, avocat, et N. J. VALDES, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Dans sa demande d'asile, la partie requérante invoque en substance des craintes de persécutions et risques d'atteintes graves en Côte d'Ivoire, où il a été tenu pour responsable d'un accident impliquant un général et a, par voie de conséquence, été suspecté d'appartenance à la rébellion.

2. Dans sa décision, la partie défenderesse conclut notamment, sur la base de constats qu'elle détaille, à l'absence de crédibilité de la partie requérante sur plusieurs points importants du récit. Elle relève notamment que le récit de sa détention ne reflète pas un événement réellement vécu, que ses propos concernant le général précité - pourtant un de ses clients - sont très imprécis, que les prétendues recherches dont elle ferait l'objet sont évoquées en termes généraux et peu circonstanciés, et qu'en tout état de cause, sa demande de protection a perdu toute actualité depuis le changement de régime intervenu en Côte d'Ivoire.

Ces motifs sont conformes au dossier administratif et sont pertinents. Le Conseil, qui les fait siens, estime qu'ils suffisent en l'espèce à motiver le rejet de la demande d'asile, dès lors que le défaut de

crédibilité du récit de la partie requérante empêche de conclure à l'existence, dans son chef, d'une raison de craindre d'être persécutée ou d'un risque réel de subir des atteintes graves, à raison des faits qu'elle allègue.

3. Dans sa requête, la partie requérante n'oppose aucun argument convaincant à ces motifs de la décision attaquée. Elle se limite en effet à invoquer son analphabétisme et sa précarité, circonstances dont le Conseil estime qu'elles ne peuvent suffire à justifier les graves lacunes de son récit, lacunes portant en l'occurrence sur des faits qui relèvent très largement de son vécu et ne sont tributaires d'aucune forme d'apprentissage ou contexte spécifiques. Pour le surplus, dès lors qu'elle n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas tenus pour crédibles, force est de conclure qu'il n'existe pas de « *sérieux motifs de croire* » qu'elle encourrait un risque réel de subir, en raison de ces mêmes faits, « *la peine de mort ou l'exécution* » ou encore « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les écrits, déclarations et documents figurant au dossier qui lui est soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la loi. Quant à la mention « *qu'en Tchétchénie les droits humains sont violés à grande échelle* », elle est sans aucune pertinence en l'espèce, dès lors que la partie requérante ne prétend pas être ressortissante ou originaire de ce pays.

Elle ne formule par ailleurs aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits, craintes et risques évoqués à l'égard de la Côte d'Ivoire dont elle est originaire, et pas davantage le bien fondé de craintes de persécutions ou risques d'atteintes graves en Guinée dont elle dit être ressortissante.

Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande.

Les documents versés au dossier de procédure ne sont pas de nature à infirmer les considérations qui précèdent :

- les extraits d'acte de naissance de la partie requérante, de sa fille et de la mère de cette dernière, ainsi que le certificat de célibat, la fiche de renseignement du casier judiciaire et le bulletin n° 3 du casier judiciaire, n'apportent aucun éclairage pertinent en la matière, aucun de ces documents n'étant de nature à établir la réalité des craintes et risques allégués ;
- les deux photographies illustrant les activités professionnelles de la partie requérante n'établissent quant à elles pas la réalité des problèmes que la partie requérante dit avoir rencontrés dans le cadre desdites activités ;
- l'article relatif au quartier de Marcory (Abidjan) est de nature générale ;
- le certificat de nationalité ivoirienne ainsi que l'extrait d'acte de naissance ivoirien sont quant à eux établis au nom d'une tierce personne totalement étrangère à la partie requérante et à son récit.

4. Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se réfère pour l'essentiel aux écrits de procédure.

5. Il en résulte que la partie requérante n'établit pas qu'elle a des raisons de craindre d'être persécutée ou qu'elle encourt un risque réel de subir des atteintes graves, en cas de retour dans son pays.

6. Au demeurant, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a statué sur la demande d'asile en confirmant la décision attaquée. Par conséquent, la demande d'annulation formulée implicitement en termes de requête est devenue sans objet.

6. La partie requérante n'ayant exposé aucun dépens pour l'enrôlement de la requête, sa demande de délaisser ces dépens à la partie défenderesse est sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le six juillet deux mille douze par :

M. P. VANDERCAM, président f.f.,

M. P. MATTA, greffier.

Le greffier, Le président,

P. MATTA

P. VANDERCAM